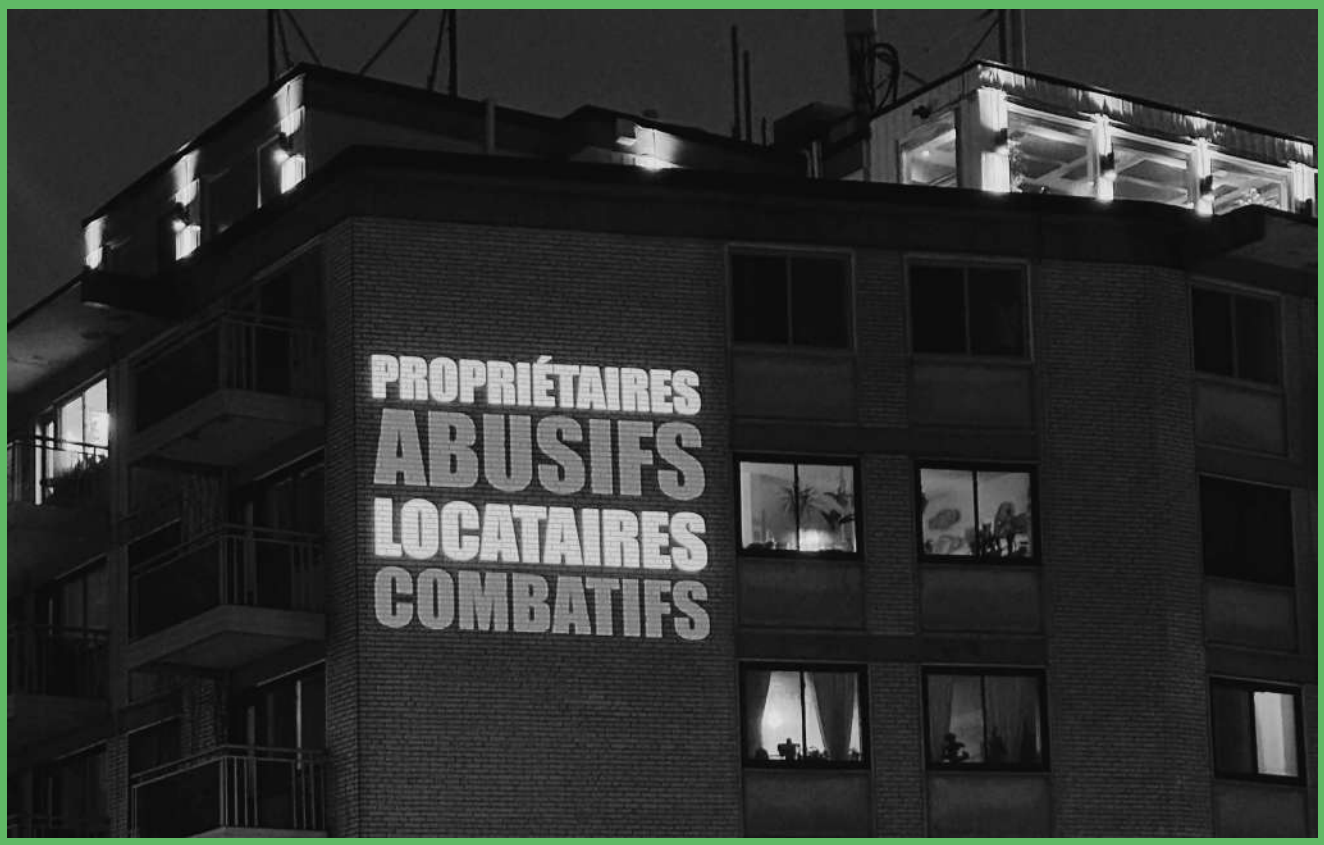
RAPPORT ANNUEL



2025-2026

Comité logement de la Petite Patrie

« Même en travaillant à temps plein, je n'ai aucune marge. Un déménagement serait financièrement catastrophique. »

« J'ai très peur de perdre mon logement, de me ramasser dans la rue et de devenir une future itinérante !!! »

« On sent qu'on peut être remplacé facilement. Ça rend tout le monde silencieux. »

Table des matières

La crise est un choix politique :
On lâche rien : face à la crise, on s'organise 4

L'année en chiffres 5
Faits saillants
Types d'interventions
Les problèmes de logement

Logement privé 9
Aide individuelle
Soutien aux démarches légales et administratives
Soutien pour l'orientation vers d'autres services
Escouade salubrité
Rapport punaises

Outils locataires 16
Outils d'information et d'éducation

Collectiviser, comprendre et agir 18
Buffets locataires
Assemblées de cuisine
Ateliers sur les droits et recours

Logement social 25
Table logement et aménagement
Portrait statistique du quartier
Bellechasse
Soutien au parc existant

Concertations locales 31
Centre social et communautaire de La Petite-Patrie
Regroupement des tables de concertation de La Petite-Patrie
Coalition contre la pauvreté de La Petite-Patrie
Autres actions avec des partenaires

Concertation régionale 36

Stabilité du groupe 37
S'outiller, se former et s'organiser
Gouvernance

Mission 39

Équipe du Comité logement 40

Bailleurs de fonds 43

La crise est un choix politique

On lâche rien : face à la crise, on s'organise

Attaquer de toutes parts les droits des personnes les plus vulnérables est une stratégie efficace pour épuiser celles et ceux qui luttent, jour après jour, pour la justice sociale. Loin de gagner du terrain, nous nous retrouvons souvent à tenter d'en perdre le moins possible.

Depuis l'arrivée du gouvernement de la CAQ, les locataires, militant·es et travailleur·euses communautaires s'emploient sans relâche à défendre le droit au logement. Au cours des dernières années, nous avons dû nous battre pour faire reconnaître l'existence même de la crise du logement, tenter de protéger le droit à la cession de bail, contrer les dépôts de garantie, dénoncer un nouveau modèle de fixation de loyer qui contribuera à l'explosion des loyers et, maintenant, lutter pour que les locataires des logements sociaux puissent conserver leur logement.

Cette année, les attaques ont également visé le milieu communautaire de défense des droits à travers différents projets de loi mettant en péril notre autonomie et fragilisant le financement des groupes communautaires. Non seulement il s'en prend aux droits des personnes, il s'en prend aussi à celles et ceux qui les défendent.

En avril dernier, quelques heures à peine après son assermentation comme nouvelle première ministre du Québec, Christine Fréchette affirmait vouloir faire du Québec **« Je veux qu'on ait une économie de propriétaires, et non pas de locataires! ».** Cette phrase résume à elle seule la vision qui guide les politiques actuelles et celles qui ont guidé son prédécesseur.

Cette année encore, les locataires de la Petite-Patrie ont subi de nouvelles attaques contre leur droit au logement. Malgré le maintien du moratoire sur certaines évictions, les stratégies de déplacement des locataires se sont multipliées à travers les reprises de logement, les rénovictions déguisées et les travaux majeurs. Parallèlement, les changements apportés au règlement sur les critères de fixation de loyer ont facilité l'imposition de hausses importantes, accentuant la pression financière et résidentielle sur des ménages déjà fragilisés.

Face à cette détérioration constante des conditions de vie, le Comité logement Petite Patrie a poursuivi son travail d'information, d'accompagnement et de mobilisation auprès des locataires du quartier : divers ateliers collectifs sur les droits, interventions individuelles, actions collectives et travail d'éducation populaire ont permis de soutenir concrètement les ménages touchés tout en dénonçant les mécanismes qui alimentent la crise, notamment la financiarisation et la spéculation immobilière.

C'est une guerre d'usure, mais nous tenons bon.
Le Comité logement poursuit sa bataille contre la financiarisation du logement, la spéculation immobilière et l'appauvrissement des locataires, avec la conviction profonde que le logement doit demeurer un droit, un foyer et non un simple produit financier.

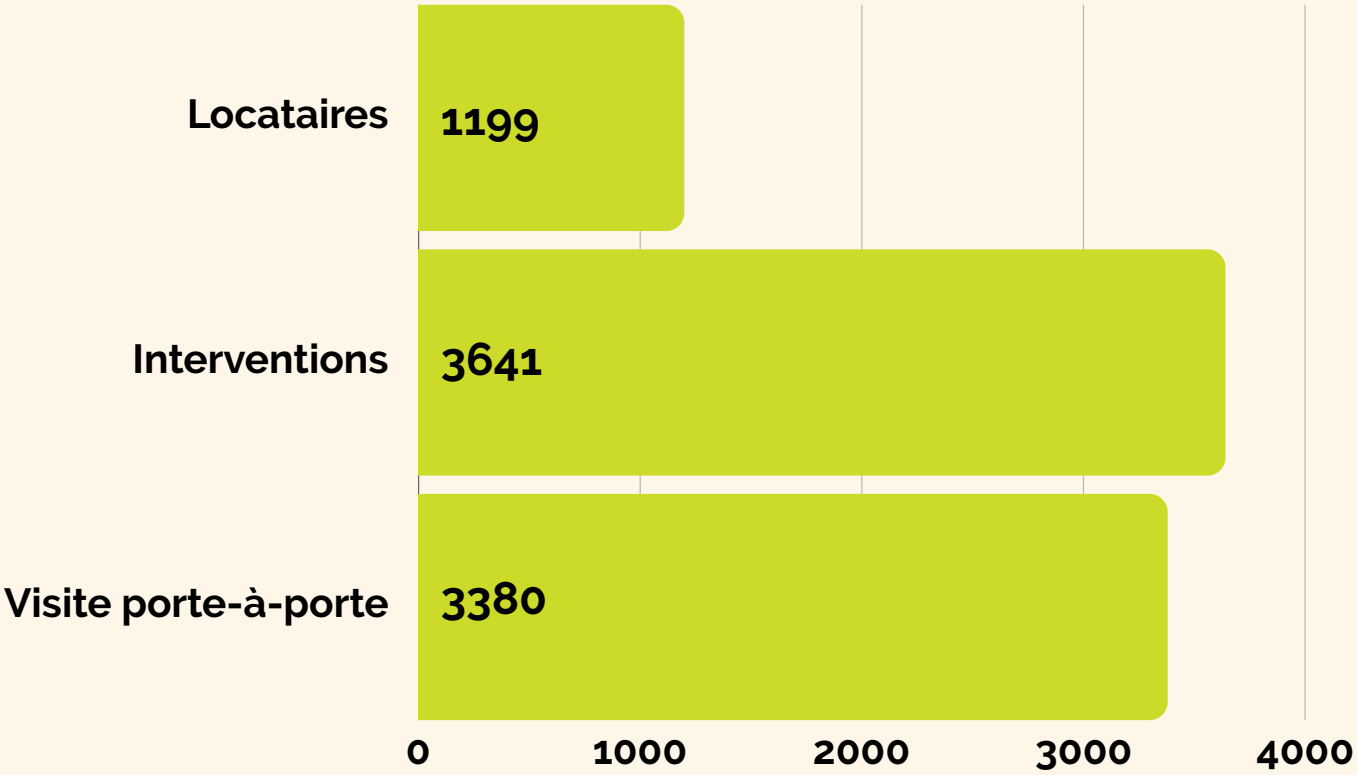
Faits saillants

L'année en chiffre

Cette année, nous poursuivons notre nouvelle façon de comptabiliser l'aide individuelle à la défense des droits afin qu'elle reflète plus fidèlement la réalité du terrain. Plutôt que de mesurer uniquement le nombre de personnes accompagnées, nous documentons à la fois le nombre de ménages locataires rejoints et le nombre total d'interventions réalisées, permettant ainsi de mieux rendre compte de l'intensité et de la complexité de l'accompagnement offert.

Au cours de l'année, 1 199 locataires ont fait appel au Comité logement et 3 641 interventions ont été réalisées. Ces chiffres témoignent d'une réalité que nous constatons chaque jour : défendre ses droits demande souvent plusieurs appels, rencontres, suivis et démarches pour un même dossier.

En complément de ce travail d'accompagnement individuel, l'équipe a également réalisé 3 380 visites porte-à-porte dans les 75 plus grands immeubles de La Petite-Patrie afin de dresser un portrait de ce parc locatif et mieux documenter les réalités vécues par les locataires du quartier.

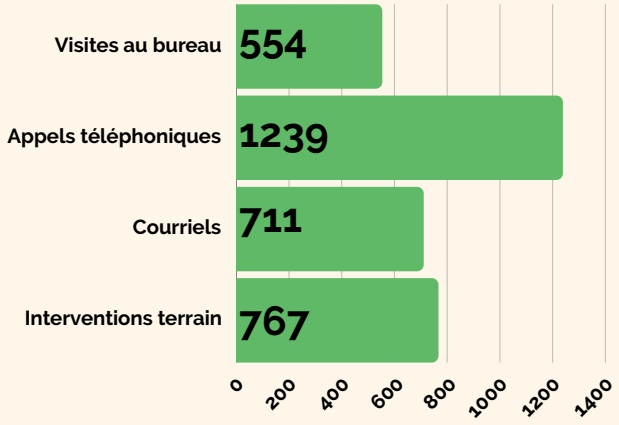


Faits saillants

L'année en chiffre (suite)

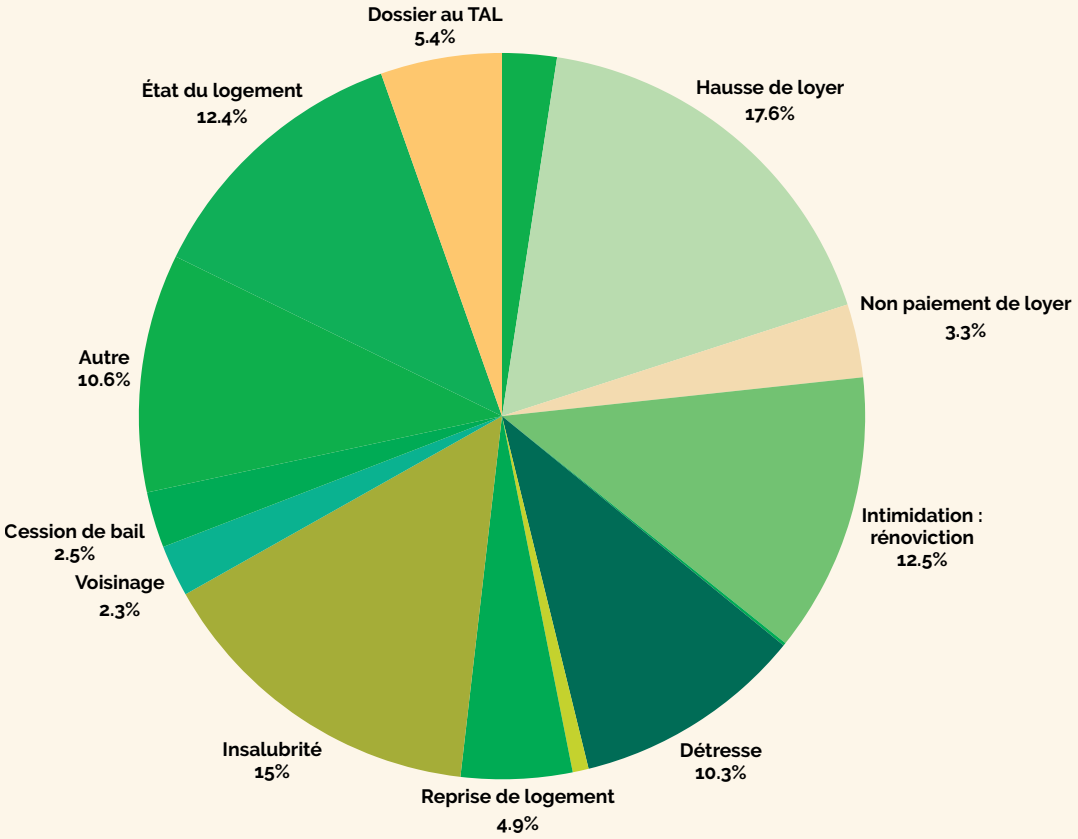
Types d'interventions

Nous avons comptabilisé le nombre d'interventions réalisées, en les classant par catégorie. Ces interventions comprennent l'accompagnement individuel des locataires, que ce soit en personne à nos bureaux, par téléphone, par courriel ou directement sur le terrain, dans les immeubles. Ce décompte reflète l'ampleur et la diversité de notre travail quotidien pour soutenir les locataires de manière concrète et adaptée à leurs besoins.



Les problèmes de logement

Nous avons comptabilisé le nombre d'interventions réalisées, en les classant par catégorie. Ces interventions comprennent l'accompagnement individuel des locataires, que ce soit en personne à nos bureaux, par téléphone, par courriel ou directement sur le terrain, dans les immeubles. Ce décompte reflète l'ampleur et la diversité de notre travail quotidien pour soutenir les locataires de manière concrète et adaptée à leurs besoins.



Faits saillants

L'année en chiffre

31 000

ménages du quartier ont reçu, en octobre dernier, le journal Une Bellechasse gardée pour le bien commun, qui avait pour objectif d'informer les résident·es au sujet des luttes entourant l'aménagement du secteur Bellechasse, mais aussi de les inviter à prendre part à la démarche entreprise avec la firme d'architecture et d'urbanisme social Rayside-Labossière, soit la réalisation d'un plan social d'aménagement.

2 200

signatures citoyennes ont été remises, en octobre dernier, aux différents candidats à la mairie de l'arrondissement afin d'affirmer l'appui populaire à une vision 100 % sociale et communautaire pour l'aménagement du secteur Bellechasse. Cette mobilisation a permis de rappeler clairement que les terrains de Bellechasse doivent servir les besoins de la population et le bien commun, plutôt que les intérêts spéculatifs.

3 380

visites ont été réalisées par l'équipe du Comité logement dans le cadre d'une vaste démarche de porte-à-porte menée dans les 75 plus grands immeubles de La Petite-Patrie afin de dresser un portrait de ce parc locatif. Cette démarche visait à rejoindre l'ensemble des ménages concernés et à documenter leurs réalités et conditions de logement. Le rapport, qui sera publié à l'automne prochain, mettra en lumière les situations vécues par les locataires de ces immeubles.

544

personnes ont contacté le Comité logement concernant leur hausse de loyer. Chaque année, une majorité des locataires qui nous sollicitent vivent de l'anxiété face au coût de leur logement, déjà trop élevé par rapport à leurs moyens. À cette inquiétude s'ajoute la réforme du mode de calcul des augmentations de loyer qui, bien qu'elle simplifie les démarches pour les propriétaires, constitue un véritable casse-tête pour plusieurs locataires. Non seulement ce nouveau mode de calcul rend plus difficile la compréhension et la vérification des hausses demandées, mais il soulève également des préoccupations quant aux incitatifs qu'il crée : des propriétaires qui négligent l'entretien courant de leurs immeubles peuvent désormais se voir attribuer des augmentations comparables à celles de propriétaires qui investissent réellement dans l'entretien et la préservation de leur parc locatif. Pour plusieurs locataires, cela accentue le sentiment d'iniquité et l'impression de payer davantage sans amélioration réelle de leurs conditions de logement.

Faits saillants

L'année en chiffre

439

rencontres de concertation, de mobilisation et de travail collectif ont été tenues au cours de l'année afin de répondre à l'aggravation de la crise du logement, défendre les droits des locataires, combattre la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi que renforcer les coalitions et fronts communs face aux attaques gouvernementales qui fragilisent le tissu social. Cette augmentation importante du nombre de rencontres illustre non seulement la multiplication des enjeux vécus sur le terrain, mais aussi l'urgence de consolider les solidarités et les espaces de coordination entre les groupes communautaires et les mouvements sociaux.

75

grands immeubles visités pour documenter l'ampleur de la crise du logement dans La Petite-Patrie. Face à la montée de la spéculation immobilière et aux pressions grandissantes vécues par les locataires, nous avons mené une vaste enquête terrain dans les 75 plus grands immeubles du quartier, représentant plus de 3 380 logements. Porte-à-porte, affichage, rencontres et sondages ont permis de recueillir les témoignages de centaines de locataires confronté·es aux hausses de loyers, à l'insalubrité, au harcèlement et à la peur de perdre leur logement.

4

mémoires rédigés en seulement 12 mois pour résister aux attaques répétées du gouvernement de la CAQ contre les locataires et l'autonomie des groupes communautaires. En octobre, nous avons dénoncé une nouvelle réforme faite au profit des propriétaires avec le mémoire **Crise organisée : quand la loi protège les profits, pas les locataires!,** déposé contre le projet de règlement modifiant le Règlement sur les critères de fixation de loyer. En novembre, nous avons poursuivi la lutte avec un mémoire contre le projet de loi no 1, qualifié d'« offensive législative antidémocratique et autoritariste », ainsi qu'un mémoire contre le projet de loi no 7, qui attaque directement l'autonomie des groupes communautaires sous le couvert d'« efficacité de l'État ». Finalement, en mars, nous avons déposé **Protéger des milieux de vie : le projet de loi 20 met en péril un modèle qui fonctionne**, pour dénoncer une réforme qui fragilise le logement social et communautaire au nom de l'accès au logement.

Logement privé

Objectif: L'accès universel à un logement salubre, sécuritaire et économiquement accessible

Dans le quartier, se loger est devenu un parcours d'obstacles de plus en plus éprouvant. Les loyers explosent, forçant de nombreux ménages à sacrifier l'essentiel de leur revenu pour conserver leur logement. Pendant ce temps, les conditions de vie se détériorent : logements insalubres, moisissures, installations dangereuses, infestation de vermine… Comme si cela ne suffisait pas, certains propriétaires usent de tactiques abusives: pressions pour quitter les lieux, offres d'argent pour résilier un bail, menaces d'éviction. Profitant d'un marché sous tension, des investisseurs sans scrupules transforment la détresse des locataires en opportunité de profit. Face à cette marchandisation croissante du logement, il est urgent de rappeler que d'être logé dans la dignité et décemment ne devrait jamais être un luxe, mais un droit fondamental pour tout·es.

Accompagnement individuel:
Cette année, la Permanence a rejoint 1199 locataires, que ce soit par téléphone, par courriel, en personne à nos bureaux, ou encore, lors de notre présence chaque jeudi au local de la Place sur Papineau, visant à mieux desservir les locataires de l'Est de la Petite-Patrie.

Le 1er janvier dernier, le règlement sur les critères de fixation du loyer a été réformé pour une méthode dite "simplifiée" qui ne s'est pas avérée aussi simple que ce qui était annoncé. Nos intervenantes ont donc dû se former avec la nouvelle méthode de calcul. Les interventions pour calcul de hausse ont été un peu plus longues puisque nous devions nous familiariser avec la nouvelle méthode, expliquer parfois en beaucoup de détails le calcul effectué pour estimer le montant de la hausse.

Nos résultats et les commentaires reçus cette année démontrent que de plus en plus de locataires sont inquiets de voir leur loyer augmenter drastiquement, que l'état de leur logement se dégrade et qu'il devient de plus en plus difficile de payer son loyer. Plusieurs hésitent longuement et nous consultent à plusieurs reprises parce qu'ils hésitent à refuser leur hausse, à négocier ou à faire valoir leurs droits de peur de prendre leur logement.

3641 accompagnements individuels
Voici le top 5 des sujets des types d'interventions :

- 544 hausses de loyer ont été calculées
- 369 interventions ont concerné le cadre bâti ou la salubrité de l'immeuble
- 167 personnes ont été accompagné pour leur dossiers au TAL
- 152 intervention en matière de reprises de logement
- 101 Non-paiement de loyer

318 interventions ont été réalisées auprès de locataires ayant déclaré vivre de la détresse psychologique liée à leur situation de logement, notamment à la crainte de perdre leur logement.

Logement privé

Objectif: L'accès universel à un logement salubre, sécuritaire et économiquement accessible

Soutien aux démarches légales et administratives

En plus d'offrir de l'information aux locataires sur leurs droits, nous les soutenons dans diverses démarches: rédaction de mises en demeure, ouverture de dossier au Tribunal administratif du logement, au Service de permis et inspection de l'Arrondissement ou du Service de l'habitation de la Ville de Montréal, soutien à la préparation aux audiences, complétion de formulaires divers (TAL, arrondissement, aide sociale, logement social, aide juridique, aide psychosociale, etc.).

Au cours des dernières années, nous avons constaté une montée de la détresse psychologique chez les locataires que nous accompagnons, ainsi qu'une augmentation de la durée et de la fréquence des interventions. Nous nous sommes senties à plusieurs reprises démunies ou en manque de ressources face aux défis de santé mentale des personnes que nous accompagnons nous poussant à rendre des services qui ne font pas nécessairement partie de notre mandat. Nous avons donc commencé à compiler le nombre d'interventions relevant plutôt de l'accompagnement psychosocial ainsi que le niveau de détresse perçu par nos intervenantes. Ces nombres sont toutefois partiels pour cette année, mais dès l'an prochain nous espérons avoir de meilleures statistiques sur le sujet.

30% des locataires interrogé·es lors de notre état des lieux des grands immeubles ont déclaré avoir ressenti de la **détresse psychologique** en lien avec leur logement.

Dans environ **10%** des interventions sans rendez-vous , nos intervenantes ont perçu une **détresse psychologique** allant de légère à élevée chez la personne qu'elle recevait.

Ce type de soutien mobilise de façon différente notre équipe : les interventions sont plus soutenues, la personne accompagnée peut re-contacter notre équipe à plusieurs reprises et sur une plus longue période.

L'orientation vers les ressources est parfois difficile, puisque celles-ci sont limitées et que les démarches pour y accéder peuvent être longues et complexes. Les gens ayant développé un lien de confiance fort avec l'organisme se tournent donc naturellement vers nous en cas de détresse même si leurs besoins ne correspondent pas aux services que nous offrons.

Ressources

Objectif: L'accès universel à un logement salubre, sécuritaire et économiquement accessible

Références en hébergement et hébergements d'urgence:

Accueil Bonneau, Auberge du cœur, Carrefour Rosemont, Face-à-Face, FHCQ, FOHM, Gérer son quartier, Habitation les deux Volets, Hapopex, Le Pélican, Maison des aînés, Maison du père, Maison grise, Mission Old Brewery, Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), SHAPEM, SHDM, Un toit pour tous, Vis à vie.

Références groupes communautaires

ACEF du Nord, Au Bas de l'échelle, Anonyme, Bureau de la communauté haïtienne de Montréal (BCHM), CAFLA, Centre de ressources et d'action communautaire de la Petite-Patrie, Clinique juridique Mile-End, Diogène, Écho des femmes de la Petite Patrie, Écono-logis, Écoute-entraide, Fédération des locataires de HLM, Grossesse secours, Groupe L'Entregens, Intervention SAVA (Soutien aux aînés victimes d'abus), Jeunesse au soleil, Le Fil, l'Alternative, Mouvement Action-Chômage, Novaide, Option-consommateur, Organisation populaire des droits sociaux (OPDS), Pact de rue, Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), service de médiation citoyenne Trajet, Société St-Vincent-de-Paul, SOS violence conjugale, Suicide action, Tel-aide, Transit.

Références services publics :

811, Aide juridique, Agentes sociocommunautaires du PDQ 35, Bureau d'assurance du Canada, Bureau des publicités, Centre de justice de proximité du Grand Montréal, Centres d'aide aux victimes d'actes criminel (CAVAC), Clinique de santé au travail et de santé environnementale, Commission accès à l'information, Commission de la construction du Québec, Commission des droits de la personne et de la jeunesse, députés de Gouin et de Rosemont–La Petite-Patrie, Économologis, élus municipaux de l'Arrondissement, Groupes d'avocat·es en logement, Indemnisation des victimes d'acte criminel (IVAC), Registre foncier du Québec, Régie du bâtiment, Service de première ligne du CLSC local, Service des permis et inspection, Service de prévention des incendies, Service d'intensité variable du CLSC (SIV).

Logement privé

Objectif: L'accès universel à un logement salubre, sécuritaire et économiquement accessible

Alors que la crise du logement s'enracine et que les gouvernements tardent toujours à agir à la hauteur de la situation, la spéculation immobilière continue de s'étendre à des pans du parc locatif autrefois délaissés. Grandes conciergeries et maisons de chambres deviennent à leur tour des cibles lucratives pour des investisseurs cherchant à maximiser leurs profits. Pourtant, ces immeubles sont souvent déjà marqués par des problèmes importants : infestations, insalubrité persistante, entretien déficient et abandon chronique. Afin de documenter cette réalité, nous avons d'ailleurs visité les 75 plus grands immeubles du quartier. Les locataires qui y vivent — souvent des personnes isolées, appauvries ou en situation de grande vulnérabilité — se retrouvent en première ligne de cette nouvelle vague spéculative. Dans des milieux déjà fragilisés, la pression pour évincer ou remplacer les locataires s'intensifie, rendant des conditions de vie déjà difficiles encore plus violentes et précaires.

Rencontrer, rassembler, agir : pour une défense collective des droits des locataires

Escouade salubrité

Afin de soutenir les locataires les plus vulnérables, notre escouade salubrité se rend directement sur le terrain et agit en concertation avec d'autres partenaires. Sur place, nous les informons de leurs droits, répondons à leurs questions et les orientons vers les ressources appropriées. Pour plusieurs d'entre elleux des suivis rigoureux sont nécessaires, car les problématiques sont souvent complexes et multiples. Au-delà des enjeux liés à la salubrité, nous constatons, encore cette année, une hausse préoccupante des tactiques spéculatives visant les locataires. Ces pratiques exigent de notre part des interventions plus soutenues et à plusieurs niveaux, afin de mieux protéger les droits des personnes touchées.

Portrait locataire

Cette année, nos visites terrain ont été dans le but de dresser un portrait des locataires de la Petite-Patrie vivant dans des immeubles de 10 logements et + et de relever les problèmes de logement vécus. Entre problème de salubrité et spéculation immobilière, plusieurs locataires vivent des problèmes multiples dans ces immeubles. 75 immeubles on été visités dans le cadre de ce projet, soit 3380 portes pour un total de 377 réponses, en personne ou en ligne. De ces 377 réponses, 231 répondaient aux critères du portrait, soit être situés dans la Petite-Patrie et habiter un immeuble de 10 logements et +.

Logement privé

Objectif: L'accès universel à un logement salubre, sécuritaire et économiquement accessible

Collaboration et concertation

Table salubrité : 4 rencontres + 5 de développement + 3 sur des immeubles précis = 12 rencontres
La Table de concertation sur la salubrité des logements de l'Arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie réunit divers acteurs engagés dans la lutte contre l'insalubrité. Cette concertation est essentielle pour coordonner les interventions sur le terrain, assurer un suivi rigoureux des situations problématiques et accompagner les locataires les plus vulnérables. Chaque partenaire y joue un rôle clé pour renforcer l'efficacité des actions mises en place. Cette année, nous avons eu l'occasion de réaffirmer l'engagement de l'arrondissement et de travailler sur des outils communs pour mieux référer les locataires au service des inspections et mieux faire les suivis entre nous.

Service d'Habitation de la Ville de Montréal : 8 rencontres
Notre équipe tient des rencontres virtuelles avec le Chef de section - Salubrité du Service de l'Habitation de la Ville de Montréal ainsi que l'arrondissement afin de partager de l'information et sur les immeubles de notre quartier transférés à leur service, ainsi que pour coordonner les actions.

Division du services des inspections et maire de l'arrondissement : 2 rencontres
Notre équipe a sollicité deux rencontres avec différents acteurs de la mairie de l'arrondissement, dont une avec le maire lui-même afin de présenter une demande pour l'embauche d'une agent·e de liaison en intervention sociale (ALIS) dans le quartier pour soutenir les locataires vulnérables aux prises avec des problèmes de salubrité et qui ont besoin d'accompagnement. 54 groupes communautaires ont appuyé et signé notre demande. Ces démarches se poursuivent.

Autres partenaires : 19 rencontres
Afin de soutenir certains immeubles, notre équipe organise des rencontres avec les acteur·rices du quartier pour discuter des enjeux spécifiques, améliorer les mécanismes de référencement et mettre en place des actions concertées. Entre autres, nous avons rencontré différents services du CIUSSS du Nord-de-l'île-de-Montréal, l'équipe du député de la circonscription de Gouin, les polices communautaires et le service des incendies du quartier, Pact de rue et l'Anonyme.

- 14 rencontres avec les intervenantes du CIUSSS du Nord afin d'offrir un soutien psychosocial aux locataires du quartier et plusieurs appels de suivi ;
- 3 rencontres avec le bureau de la circonscription de Gouin ;
- 1 rencontre avec la Table en itinérance du quartier ;
- 1 rencontre avec l'organisme l'Anonyme.

Logement privé

Objectif: L'accès universel à un logement salubre, sécuritaire et économiquement accessible

Travail terrain en chiffre

- 2 interventions concertées sur l'avenue Papineau ;
- 1 intervention concertée dans une résidence pour personnes aînées de 53 logements qui ont permis au CIUSSS d'intervenir pour des questions de salubrité ;
- 2 assemblées de cuisine : rue Chambord, rue de la Roche ;
- 88 visites d'immeubles, dont 75 dans le cadre du projet Portrait locataire de la Petite Patrie ;
- 42 immeubles suivis plus spécifiquement par l'équipe et la Ville Centre ou l'arrondissement ;
- 27 immeubles ont reçu des lettres ciblées à chaque locataire suite à un signalement ;
- 767 interventions globales et individuelles au total de l'escouade salubrité.

Afin de desservir les locataires de l'Est du quartier, notre équipe offre des services chaque jeudi à la Place au local du Regroupement des tables de concertation de la Petite Patrie (RTCPP).

Rapport punaise

En février dernier, lors de la Journée internationale du sommeil, nous avons publié un rapport de 68 pages intitulé *Le fléau des punaises de lit à Montréal : situation et recommandations*. Fruit de plusieurs mois de recherche, d'analyse et de témoignages, ce document dresse un portrait rigoureux de la crise des punaises de lit, de ses impacts réels sur la santé, le sommeil, la dignité et la sécurité des ménages, ainsi que des failles majeures dans les pratiques actuelles de prévention, de contrôle et d'intervention. Il adresse des recommandations précises pour mieux gérer la situations à tous les paliers de gouvernement. En plus d'un communiqué de presse envoyé aux médias, le rapport a été envoyé à plus d'une trentaine d'élu·es municipaux·ales et provinciaux·ales, aux services municipaux concernés, aux établissements de santé publique ainsi qu'aux partenaires communautaires.

Logement privé

Objectif: L'accès universel à un logement salubre, sécuritaire et économiquement accessible

Salubrité

Montréal doit être plus ferme dans sa lutte contre les punaises de lit, selon un rapport

Le Comité logement de la Petite-Patrie recommande la création d'un registre public des propriétaires négligents.

« Montréal doit être plus ferme dans sa lutte contre les punaises de lit, selon un rapport »

Quoi retenir ⓘ

- Entre 2014 et 2024, Montréal a enregistré 41 750 interventions contre les punaises de lit, malgré un manque de déclaration systématique des exterminations.
- Le Comité logement de la Petite-Patrie demande une régulation stricte incluant des amendes plus élevées et un registre des propriétaires négligents.
- Le champignon *Beauveria bassiana*, utilisé depuis 2020, offre une nouvelle méthode efficace mais coûteuse pour traiter les infestations.

Voici ce que recommande le Comité logement de La Petite-Patrie :

- Renforcer les lois pour obliger les propriétaires à agir rapidement;
- Imposer des sanctions plus sévères contre les propriétaires négligents;
- Créer un registre public des propriétaires fautifs;
- Mettre en place des inspections obligatoires dans les immeubles à risque;
- Offrir une aide financière aux locataires pour couvrir les coûts liés aux infestations;
- Mieux accompagner les locataires vulnérables (soutien social et logistique);
- Améliorer la coordination entre la Ville, le réseau de la santé et les organismes communautaires;
- Mieux encadrer les pratiques des entreprises d'extermination;
- Améliorer la collecte de données et le suivi des infestations;
- Reconnaître les punaises de lit comme un enjeu de santé publique.

Données ouvertes

Où les punaises font-elles leur lit à Montréal?

Des données de la Ville permettent de dresser un portrait sommaire de la situation.

Publié le 17 mars

« Où les punaises font-elles leur lit à Montréal ? »

Lancement du rapport Le fléau des punaises de lit à Montréal : un appel à l'action

"Lancement du rapport Le fléau des punaises de lit à Montréal : un appel à l'action"

Dans un rapport rendu public vendredi dernier, le Comité logement de La Petite-Patrie somme la Ville de Montréal de mieux faire respecter les règlements de lutte contre les infestations, puisque la population de punaises de lit continue de proliférer dans les logements de la métropole. Quels quartiers sont les plus touchés ? Quelle est la situation générale ? Regard en données.

Pour le rapport complet : ici

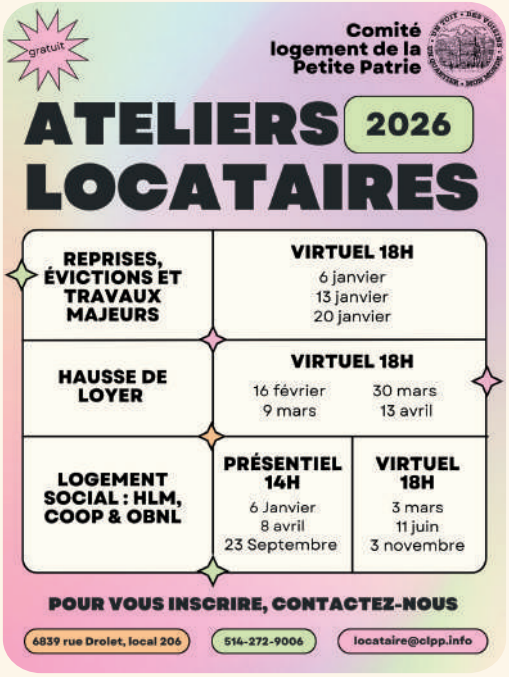
« Cette carte te montre où il y a eu le plus d'infestations de punaises de lit à Montréal.»

Outils locataires

Objectif: Sensibiliser, informer et accompagner les locataires

Outils

L'année a été marquée par la volonté de notre équipe de renforcer nos outils en communication et en éducation populaire afin de mieux accompagner les locataires de la Petite-Patrie. Nous avons mis en place différentes initiatives visant à rejoindre un maximum de locataires, en leur offrant des outils accessibles pour mieux comprendre et défendre leurs droits. L'objectif de cette démarche était de favoriser une prise de conscience collective, de multiplier les points de contact avec les locataires du quartier et de renforcer leur pouvoir d'agir face à la crise du logement. Cela a permis de consolider notre rôle comme acteur clé de la défense des droits des locataires, tout en adaptant nos moyens d'action aux réalités du terrain.



COMMENT RÉSILIER SON BAIL LORSQU'ON VIT DE LA VIOLENCE CONJUGALE OU SEXUELLE

QUELLE SITUATION PERMET DE RÉSILIER SON BAIL ?

Si votre sécurité ou celle d'un enfant habitant avec vous est menacée en raison :

- de violence conjugale de la part de votre partenaire ou de votre ex-partenaire intime;
- de violence sexuelle que vous avez subie, peu importe par qui;
- de violence envers un enfant qui habite le logement visé par le bail.

VOUS POUVEZ LE FAIRE MÊME :

- si vous n'avez pas dénoncé le crime (porté plainte) à la police;
- s'il s'agit d'un bail de sous-location, car les conditions pour mettre fin à ce bail sont les mêmes que pour mettre fin à un bail de location.

Si le bail est seulement au nom de votre partenaire et que vous ne l'avez pas signé, vous pouvez quitter le logement sans avoir à faire de démarche de résiliation.

POURQUOI RÉSILIER VOTRE BAIL ?

Votre bail est un contrat qui vous lie au propriétaire du logement que vous habitez. Ce contrat vous oblige à lui payer un loyer jusqu'à la date de fin de votre bail.

Si vous déménagez sans mettre fin à votre contrat, vous devez encore verser le loyer à votre propriétaire.Si vous ne le faites pas, il peut vous poursuivre au Tribunal administratif du logement pour non-paiement de loyer.

***** Avant d'entamer les démarches officielles, vérifiez avec votre propriétaire s'il est possible de mettre fin au bail d'un commun accord. *****

Guide pratique

Nous avons produit un guide pratique intitulé **Comment résilier son bail lorsqu'on vit de la violence conjugale ou sexuelle,** destiné à informer les locataires sur leurs droits et les démarches à suivre pour mettre fin à leur bail en toute sécurité. Ce document accompagne les personnes victimes de violence à travers les étapes concrètes du processus de résiliation, des ressources disponibles et des informations sur l'aide financière d'urgence à laquelle elles peuvent avoir accès.

Logement privé

Objectif: Sensibiliser, informer et accompagner les locataires

Traduction de notre dépliant

Grâce à l'implication précieuse de ses bénévoles, nous avons traduit plusieurs de nos outils d'information en anglais, en espagnol, en vietnamien et en arabe, afin de les rendre accessibles aux locataires du quartier qui s'expriment dans d'autres langues que le français. Cette démarche reflète notre engagement à rejoindre l'ensemble des résident.e.s de La Petite-Patrie, peu importe leur langue ou leur origine, et à leur garantir un accès équitable à l'information sur leurs droits.

Infolettre et réseaux sociaux

Cette année, 11 infolettres Locataires engagé·es ont été envoyées aux 1438 abonné·es, incluant des actualités, des informations et des invitations diverses. Nous avons aussi fait plus de 80 publications sur notre page Facebook.

Fiches locataires

Nous avons conçu 30 fiches thématiques portant sur les droits des locataires, couvrant notamment la cession de bail, la reprise, l'éviction et la sous-location, etc.

Affiches

Nous avons conçu deux grandes affiches portant sur nos services, soit une dédiée à nos ateliers et une autre présentant une information générale sur les droits des locataires, spécifiquement sur la spéculation, les travaux majeurs et l'insalubrité. Ces outils ont été distribués à une vingtaine de partenaires communautaires du quartier afin d'élargir la portée de nos interventions et de rejoindre des locataires plus difficilement accessibles.

Logement privé

Objectif: Collectiviser, comprendre et agir

Buffets locataires

Dans le cadre du projet « **Un rempart contre la précarité résidentielle : intervention ciblée auprès des locataires vulnérables** », nous avons organisé deux buffets locataires ciblés. Le premier, animé par Francis Dolan, portait sur **la marchandisation du logement et la crise actuelle**. La présentation a permis de mettre en lumière les dynamiques structurelles à l'origine de la hausse des loyers, notamment les hausses abusives, les rénovictions, le harcèlement et les reprises frauduleuses, tout en intégrant une analyse spécifique à la Petite-Patrie, ancrée dans les réalités du quartier. Elle a également ouvert une réflexion critique sur les limites des solutions centrées uniquement sur la construction de nouveaux logements.

Le second buffet, animé par l'avocat Julien Delangie, portait sur **les reprises de logement et la préparation à une audience au Tribunal administratif du logement.** Les locataires ont pu mieux comprendre leurs droits, les étapes du processus et les stratégies concrètes pour se défendre face à une reprise.

Ces activités ont permis de rejoindre des locataires directement touché·es par des situations d'insécurité résidentielle, tout en créant des espaces accessibles d'information, d'échange et de mobilisation. Elles ont contribué à renforcer un réseau d'entraide et de solidarité, en brisant l'isolement et en favorisant le partage d'expériences entre locataires.

Enfin, ces rencontres constituent des moments clés pour prendre le pouls du milieu. Les préoccupations exprimées nourrissent directement l'orientation de nos actions et nous permettent d'ajuster nos interventions en fonction des besoins réels des locataires du quartier.

Assemblée de cuisine

Les assemblées de cuisine sont des rencontres entre locataires d'un même immeuble visant à collectiviser leur cause et à favoriser les échanges entre elleux pour mieux défendre leur cause. En plus de leur offrir un espace de discussion et de réflexion, les locataires développent leur pouvoir d'agir grâce à la force du groupe. Notre rôle est de coordonner ces rencontres, de les informer sur leurs droits et de les soutenir dans leurs démarches.

Logement privé

Objectif: Collectiviser, comprendre et agir

Ateliers sur les droits et recours et sur le logement social

Hausse de loyer : 4 ateliers rejoignant 32 ménages locataires

- Comprendre la nouvelle méthode de calcul ;
- Comprendre les règles entourant la hausse de loyer et les droits des locataires ;
- le processus de renouvellement du bail : délais, avis requis et réponses possibles;
- la réglementation sur la fixation de loyer : ce que dit la loi ;
- lecture et utilisation des grilles de calcul du Tribunal administratif du logement (grille propriétaire et grille locataire) ;
- Préparation à une audience de contestation de loyer.

Reprise : 3 ateliers rejoignant 20 ménages locataires

- Définir ce qu'est une reprise et une éviction, ainsi que les lois qui les encadrent ;
- droit au maintien dans les lieux : dans quelles situations s'applique-t-il? ;
- délais légaux pour les avis de reprise ou d'éviction et options de réponse du locataire ;
- indemnités possibles et préparation à l'audience ;
- Reprise ou éviction de mauvaise foi : quels sont les recours disponibles?

Logement social : 3 ateliers rejoignant 15 ménages locataires

- Différence entre un HLM, une coopérative et une OBNL ;
- mode de gestion et fonctionnement de chacun ;
- comment déposer une demande et accéder à ces logements.

Atelier chez les groupes du quartier : 5 ateliers

Nous offrons des ateliers adaptés aux besoins des organismes et institutions du quartier, directement sur les lieux de travail, pour mieux faire connaître les droits des locataires et les recours possibles, peu importe le type de logement.

Nous avons données des ateliers dans les lieux suivant : La Résidence Des Ateliers, Halte la Ressource, Le Groupe d'entraide maternelle de La Petite Patrie, Atelier Majuscule ainsi que Perspectives Jeunesse.

Logement privé

Objectif : Se regrouper pour défendre les droits des locataires

Le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ)

Dans toutes les régions métropolitaines du Québec, les loyers ont augmenté entre 34 % et 53 % entre 2021 et 2025, et les logements abordables demeurent pratiquement introuvables : seulement 1,6 % des logements de moins de 1 300 $ sont vacants. Dans ce contexte, le dépôt en avril 2025 d'un projet de règlement modifiant le calcul des augmentations de loyer a été vivement dénoncé par le RCLALQ et ses membres, dont le CLPP, comme une occasion ratée de protéger les locataires. Entré en vigueur le 1er janvier 2026, le nouveau règlement fixe un taux de base de 3,1 %, le plus élevé des 20 dernières années à l'exception de 2024 et 2025, et permet désormais d'ajouter 5 % des dépenses de rénovation à la hausse de loyer. Sans registre ni contrôle effectif des loyers, les locataires demeurent sans protection réelle face aux hausses abusives.

Logement privé

Objectif : Se regrouper pour défendre les droits des locataires

Le CLPP s'est mobilisé au côté du RCLALQ

Mobilisation contre le nouveau projet de règlement : Le 16 avril 2025, le gouvernement a déposé un projet de règlement modifiant le calcul des augmentations de loyer, vivement dénoncé par le RCLALQ comme insuffisant pour protéger les locataires. Le RCLALQ a rédigé un mémoire transmis dans le cadre de la consultation publique, que le CLPP a relayé à ses membres pour les tenir informé.e.s des enjeux et des recours possibles.

Journée des locataires : Le 24 avril 2025 à Drummondville le CLPP a participé à la Journée des locataires, moment de mobilisation nationale rassemblant locataires et allié.e.s de partout au Québec. Cette journée a été l'occasion d'exprimer avec force l'indignation collective face à la flambée des loyers et de porter les revendications du mouvement pour un véritable contrôle des loyers.

Manifestation à Parc-Extension contre la nouvelle méthode de calcul des loyers : 31 mai 2025 Le CLPP a pris part à la manifestation de Parc-Extension, qui marquait le lancement d'une pétition à l'Assemblée nationale pour rejeter le projet de règlement de la ministre Duranceau. La pétition réclamait notamment un plafond absolu aux augmentations annuelles, la création d'un registre public des loyers et un gel des hausses jusqu'à l'entrée en vigueur d'un règlement équitable, et a recueilli 12 041 signatures.

Manifestation nationale septembre 2025 : Les membres du RCLALQ ont organisé des actions et manifestations partout au Québec pour souligner le dépôt d'une pétition signée par plus de 12 500 personnes demandant la mise en place d'un réel contrôle des loyers et le rejet du projet de règlement déposé par l'ex-ministre Duranceau. Le CLPP a participé à l'action montréalaise tenue à la station Place-Saint-Henri, aux côtés de locataires et d'organismes alliés mobilisés pour le droit au logement.

Logement privé

Objectif : Se regrouper pour défendre les droits des locataires (suite)

Logement privé

Objectif : Se regrouper pour défendre les droits des locataires (suite)

Groupes de Montréal du RCLALQ : 13 rencontres

Les groupes de Montréal constituent un espace de concertation où se réunissent les différents organismes œuvrant à la défense du droit au logement dans la région montréalaise. Cette instance permet d'échanger sur les enjeux communs, de partager expertises et stratégies, et de coordonner des actions collectives à Montréal. En plus des rencontres régulières, nous avons participé à différents comités ou rencontres avec différents partenaires. Parmi ces actions cette année :

Actions collectives

- Rencontre avec les candidats à la mairie de Montréal et guide de revendication en vue des élections municipales ;
- Rencontre avec Caroline Braun, la nouvelle Responsable de l'habitation et de l'urbanisme au comité exécutif de Montréal pour émettre de nos revendications ;
- Rencontre avec l'escouade Airbnb de la Ville de Montréal pour assurer une vigie ;
- Demande de rencontre avec l'OMHM sur le renouvellement des baux, le Service de référence, le Service de la salubrité et le maintien du parc HLM ;
- Développement d'un projet de référencement avec l'organisme Juripop pour de l'aide juridique en droit du logement accessibles aux locataires ;
- Calendrier commun des groupes pour les ateliers sur les hausses ;
- Après-midi de réflexion sur les maisons de chambre ;
- Projections lumineuses en partenariat avec Sémaphore sur deux immeubles de Montréal, l'une au 955 avenue d'Anvers dans Parc-Extension et l'autre au 330 rue Mozart dans La Petite-Patrie. Le but était de dénoncer les hausses de loyer abusives et les mauvaises conditions d'habitation auxquelles les locataires sont confronté•es.

Conseil d'administration du RCLALQ : 30 rencontres

Nous avons siégé au conseil d'administration du RCLALQ jusqu'à l'assemblée générale du 25 septembre dernier. Profondément attaché·e·s à ce regroupement, nous y avons participé, pratiquement sans interruption, depuis sa fondation en 1982. L'année précédente, les quelque 30 rencontres du conseil d'administration nécessaires à la restructuration ont toutefois été très énergivores pour l'équipe de travail. C'est non sans émotion que nous avons décidé de prendre une pause de cette implication, tout en demeurant pleinement motivé·e·s à rester actif·ve·s au sein de notre regroupement. Dans un contexte marqué par la fin d'une importante restructuration, nous terminons notre mandat heureux·ses de voir le RCLALQ amorcer un nouvel élan.

Logement privé

Objectif : Se regrouper pour défendre les droits des locataires (suite)

Congrès du RCLALQ au Havre familial de Sainte-Béatrix

Le CLPP a siégé au comité d'organisation de ce congrès tenu sous une nouvelle formule visant à identifier les orientations collectives du mouvement pour 2025-2027. Le congrès s'est conclu dans une ambiance festive avec un 5 à 7 organisé par le CLPP sous le thème **Célébrons nos victoires et nos réussites!**

Assemblée générale du RCLALQ : 3 rencontres

Les assemblées générales réunissent l'ensemble des membres afin de discuter des orientations, approuver les rapports annuels, élire les administrateurs et prendre des décisions importantes pour le fonctionnement de l'organisation.

Assemblée générale anuelle du 24 et 25 septembre

L'assemblée générale annuelle s'est tenue sur deux jours et a été l'occasion d'adopter le plan d'action 2025-2027, élaboré à partir des orientations dégagées lors du congrès. Les membres ont également travaillé à la structuration des comités de travail du regroupement.

Assemblée régulière 4 décembre

Cette assemblée générale a permis de reprendre les travaux là où l'AGA s'était arrêtée, en traitant les propositions qui n'avaient pu être discutées lors des journées des 24 et 25 septembre faute de temps.

Assemblées régulière 28 janvier

Les membres se sont réuni.e.s pour discuter de la conjoncture politique et sociale entourant la crise du logement, ainsi que des perspectives de collaboration avec le FRAPRU. L'assemblée a également permis de faire le bilan des actions passées et de planifier les mobilisations à venir pour l'hiver et le printemps 2026.

Logement social

Objectif: Le droit au logement pour tout le monde

Table logement aménagement de la Petite Patrie

Dans un contexte où la financiarisation du logement transforme de plus en plus les immeubles et les terrains en simples actifs financiers, le développement et la préservation du logement social et communautaire font face à des obstacles majeurs. Les coûts d'acquisition explosent, les occasions de développer du logement hors marché se raréfient et les investissements gouvernementaux demeurent largement insuffisants pour répondre à l'ampleur de la crise. Pendant que les promoteurs et investisseurs multiplient les profits, les locataires, eux, peinent à se loger et les groupes communautaires manquent de leviers pour agir. Face à cette crise qui s'aggrave, le travail de mobilisation, de concertation et de défense collective s'est poursuivi avec force afin de protéger le droit au logement et revendiquer des milieux de vie accessibles et durables.

Concertation et réalisation avec le milieu

Table logement et aménagement de la Petite Patrie: 11 rencontres
La Table logement a pour mission de travailler au développement du logement social et à l'aménagement du territoire de La Petite-Patrie, dans le but de retenir les populations les plus vulnérables du quartier et de leur offrir un logement adapté à leurs besoins et à leur capacité de payer.

Rencontre pour le développement du secteur Bellechasse: 58 rencontres

- 32 rencontres du Comité de coordination du PIC Bellechasse
- 1 Assemblée populaire Bellechasse
- 9 cafés populaires Bellechasse
- 9 rencontres de travail comité de coordination Bellechasse et Rayside-Labossière
- 3 rencontres du comité aviseur de Rayside-Labossière
- 2 rencontres du Comité de Gouvernance avec les élu.e.s et les hauts fonctionnaires des services d'urbanisme de l'Arrondissement Rosemont– La Petite-Patrie et de la Ville Centre de Montréal.
- 1 rencontre d'évaluation avec Centraide
- 1 rencontre Carrefour des apprentissages avec Centraide

Rencontre du conseil d'administration de Bâtir son quartier: 10 rencontres
Le groupe de ressources techniques (GRT) Bâtir son quartier élit à son conseil d'administration des représentant·es de chacun de ses secteurs d'intervention. La Table logement / aménagement a, une fois de plus, mandaté la représentante du Comité logement pour siéger à ce conseil d'administration. Nous avons également participé à l'assemblée générale annuelle ainsi qu'au lancement de la série documentaire Bâtir ensemble : du chantier à la communauté, qui dévoile les coulisses du travail réalisé par BSQ.

Logement social

Objectif: Le droit au logement pour tout le monde

Table logement aménagement de la Petite Patrie

Portrait statistique du quartier de La Petite-Patrie

En décembre 2025, la Table logement / aménagement de La Petite-Patrie (TLAPP) a produit un portrait statistique du quartier couvrant la période 2021-2025. Ce document dresse un état des lieux de la population, des conditions socioéconomiques, de la situation du logement et de la diversité culturelle du territoire. Le quartier compte 48 510 résident·es (2021), une population relativement jeune dont plus de la moitié est âgée entre 20 et 44 ans, et où près d'une personne sur cinq est issue de l'immigration. On y dénombre également 5 475 personnes âgées de 65 ans et plus, dont 51,5 % vivent seules, un taux bien supérieur à la moyenne montréalaise de 37 %.
Bien que la proportion de ménages vivant sous le seuil de faible revenu ait diminué à 11,4 % en 2021, cette amélioration est en grande partie attribuable aux transferts gouvernementaux liés à la pandémie et ne reflète pas pleinement la réalité vécue par de nombreux ménages. La pauvreté frappe de manière disproportionnée certaines catégories de la population, notamment les personnes aînées vivant seules, dont 25,3 % se trouvent sous le seuil de faible revenu. Depuis le recensement de 2021, la hausse du coût des loyers, de la nourriture et des biens de consommation a par ailleurs contribué à détériorer sensiblement la situation de nombreux ménages.

La crise du logement demeure l'enjeu le plus critique du portrait. Depuis 2006, le prix des propriétés a bondi de 146 % alors que le revenu médian des ménages n'a progressé que de 45 %. La proportion de ménages locataires a reculé de 77 % à 69,7 % sous l'effet des conversions en copropriétés et d'une pression spéculative intense, marquée par des rénovictions, des évictions déguisées et des hausses abusives. En 2025, 678 ménages locataires ont contacté le Comité logement en raison de hausses qu'ils ne pouvaient absorber, avec une augmentation moyenne de 100,09 $ par mois, alors que leurs revenus disponibles n'avaient crû que de 0,96 %. Face à cette pression, l'insuffisance de logements sociaux aggrave encore la précarité résidentielle, avec seulement 5,5 % des ménages locataires bénéficiant d'un logement subventionné, sous la moyenne montréalaise de 8,4 %. Ce portrait constitue un outil essentiel pour orienter nos interventions et appuyer nos revendications auprès des instances municipales.

Logement social

Objectif: Vers un plan social d'aménagement du secteur

Depuis juillet 2025, une nouvelle étape majeure a été amorcée dans la mobilisation entourant le secteur Bellechasse. Le Regroupement des tables de concertation de La Petite-Patrie (RTCPP), le Comité citoyen et communautaire Bellechasse ainsi que la Table logement et aménagement sont désormais accompagnés, jusqu'en juillet 2027, par la firme d'architecture et d'urbanisme social Rayside Labossière afin de développer une vision collective d'aménagement pour le futur quartier Bellechasse — l'un des derniers grands terrains publics du quartier.

Cette démarche participative vise à mettre la population et les groupes du milieu au cœur de la réflexion sur l'avenir du site. L'objectif est clair : développer un plan social d'aménagement qui répond aux besoins réels du milieu en matière de logement social, d'espaces verts, d'équipements collectifs, de mobilité active, de commerces abordables et de vie communautaire.

Au cours des derniers mois, plusieurs activités de consultation et de mobilisation ont été organisées afin de faire émerger une vision collective. Une assemblée populaire regroupant plus de 120 résident·es a permis d'échanger sur les aspirations et préoccupations liées au futur développement du site. Deux cafés populaires ont sondé la population sur les besoins du quartier, tandis que deux dîners communautaires réunissant plus de 25 groupes ont permis de réfléchir collectivement à cette question centrale : comment aménager le futur quartier Bellechasse?

Afin d'assurer un réel ancrage dans les besoins du milieu, un comité aviseur a été mis sur pied avec Rayside-Labossière, composé de membres de la Table logement et aménagement, de partenai-res communautaires et de citoyen·nes. Les analyses, documents et orientations produits sont lus, discutés et commentés collectivement afin de s'assurer qu'ils reflètent fidèlement les échanges et la vision portée par la communauté.

Logement social

Objectif: Développement social de Bellechasse

Vers un plan social d'aménagement du secteur (suite)

La démarche se réalise en étroite collaboration avec la Ville de Montréal et l'Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie à travers un comité de gouvernance réunissant élu·es, fonctionnaires municipaux et représentant·es communautaires. Dans ce contexte, les membres de la Table poursuivent également un important travail de formation sur les enjeux liés à l'aménagement urbain, du financement du logement social, de la densité urbaine, des infrastructures collectives, de la mobilité, afin de pouvoir dialoguer d'égal à égal avec les spécialistes de la Ville et de l'Arrondissement.

Au printemps 2026, Rayside Labossière a produit un document préliminaire présentant les premières analyses territoriales, les besoins identifiés par la population et les grandes orientations qui guideront la suite. La prochaine phase permettra de tracer les grandes lignes du futur plan d'aménagement, tout en développant une stratégie de financement pour soutenir la réalisation concrète de cette vision collective.

Une Bellechasse gardée pour le bien commun!

En octobre, 31 000 ménages du quartier ont reçu le journal communautaire Une Bellechasse gardée pour le bien commun !, réalisé afin d'informer la population sur les avancées de la mobilisation entourant le réaménagement du secteur Bellechasse et de favoriser la participation citoyenne à la démarche de planification. Ce journal présentait notamment les victoires obtenues auprès de la Ville de Montréal et de l'Arrondissement, les prochaines étapes de la démarche participative menée avec Rayside-Labossière, ainsi que la vision portée par le milieu communautaire pour un quartier socioécologique, inclusif et 100 % social et communautaire. L'outil a également permis d'inviter les résident·es à participer aux consultations, au sondage et à la grande assemblée populaire sur l'avenir du secteur Bellechasse.

Logement social

Objectif: Développement social de Bellechasse

Comité de gouvernance arrondissement Rosemont Petite-Patrie, ville de Montréal et milieu communautaire

Nous avons tenu trois rencontres du comité de gouvernance où siègent les élu·es de l'Arrondissement et de la Ville-centre, de même que des hauts fonctionnaires en matière d'habitation et d'urbanisme, aux côtés des représentant·es du milieu communautaire afin de planifier le développement du secteur Bellechasse. Cet espace de concertation permet au milieu communautaire d'être partie prenante de la réflexion entourant l'aménagement de ce territoire.

Question au débat électoral municipal

La Table logement et aménagement de La Petite-Patrie a été invitée à participer au débat électoral municipal afin d'y poser la question d'ouverture portant sur l'engagement des candidat·es envers l'avenir du secteur Bellechasse. Cette intervention a permis de placer les enjeux de logement social, d'aménagement collectif et de protection du terrain public au cœur des échanges électoraux. À cette occasion, nous avons également remis à chacun·e des candidat·es 2 200 signatures citoyennes appuyant la vision portée par le milieu communautaire pour un développement 100 % social et communautaire du secteur Bellechasse.

La Table logement et aménagement à la défense du bien commun!

Les membres de la Table logement et aménagement sont de plus en plus sollicité·es par différents acteurs souhaitant participer au futur développement du secteur Bellechasse, que ce soit pour des projets résidentiels, des équipements sportifs ou encore des espaces destinés au milieu artistique. Cette multiplication des intérêts démontre l'importance stratégique de ce territoire, mais elle rappelle aussi la nécessité de demeurer vigilants. Dans un contexte de fortes pressions immobilières, il est essentiel de s'assurer que le développement du secteur réponde d'abord aux besoins de la population du quartier et que les intérêts privés ne prennent pas le dessus sur la vision collective portée par le milieu communautaire.

Logement social

Objectif: Développement social de Bellechasse

Concertations locales

Objectif: Maintien des acquis et gains collectifs

Centre social et communautaire de la Petite-Patrie

À titre de membre-locataire nous avons poursuivi notre engagement soutenu au Centre social et communautaire de la Petite-Patrie (CSCPP). Les groupes membres assument une part importante des tâches en soutien au poste d'adjoint administratif. Le comité logement estime y consacrer, en moyenne, l'équivalent de deux journées par semaine alors que la moyenne hebdomadaire par groupe membre se situe à 3,6 heures. Les discussions sur l'implication des membres, la répartition et la division du travail est toujours en cours (partage égale ou partage équitable) et plus pertinentes que jamais.

Conseil d'administration : 11 rencontres régulières et 4 de représentations
Nous participons, comme les douze autres groupes membres, aux rencontres statutaires (CA et AGA). Les rencontres permettent d'assurer une saine gestion de l'organisme, de solutionner les difficultés vécues par les groupes membres et de voir à la bonne gestion immobilière du bâtiment.

Comité chantier : 1 rencontre
La dernière rencontre du comité chantier s'est tenue fin mai 2025 mettant ainsi un terme à 4 ans de travaux majeurs. Il reste quelques petits ajustements à effectuer concernant la fluidité du mécanisme de verrouillage des portes extérieures du bâtiment.

Concertations locales

Objectif: Maintien des acquis et gains collectifs

Centre social et communautaire de la Petite-Patrie (suite)

Comité finance : 5 rencontres
Nous participons au comité finance du CSCPP. Il est impératif de trouver des alternatives de financement pour le poste d'adjoint administratif suite au non-renouvellement de la Fondation Choquette-Legault. Plusieurs demandes ont été faites auprès de différents bailleurs de fonds sans aucun résultat. Avec le rapport de la firme d'architectes sur les travaux restants à effectuer dans un horizon de 10 ans, nous tenterons d'identifier des donataires susceptibles de nous donner un coup de pouce financier.

Comité inauguration : 3 rencontres
Le comité logement s'est impliqué dans le comité organisateur de l'inauguration du CSCPP qui s'est tenu le 22 mai 2025.

Concertations locales

Objectif: Maintien des acquis et gains collectifs

Regroupement des tables de concertation de la

Le Regroupement des tables de concertation de La Petite-Patrie (RTCPP) est une table de concertation de quartier composée de 52 membres réguliers et 8 tables sectorielles aux missions variées. Sa mission est de développer une vision et soutenir des actions afin d'améliorer la qualité de vie dans le quartier, en facilitant les collaborations entre les différents acteurs de concertation, avec une préoccupation particulière pour l'éducation populaire et le bien-être de la population.

Le Comité logement travaille en étroite collaboration avec le Regroupement des Tables de concertation de la Petite-Patrie. En tant que responsable de la Table logement aménagement, nous sommes appelés à collaborer étroitement avec le Regroupement, notamment parce que le développement du secteur Bellechasse a été choisi comme projet de quartier dans le cadre d'un Projet à impact collectif (PIC), financé par Centraide jusqu'en juin 2027.

Comité pour l'Est de La Petite-Patrie :
8 rencontres

Un comité a été mis sur pied pour réfléchir au développement du pôle de services dans l'est du quartier, la Place. Les difficultés à mobiliser les groupes et la population dans ces nouveaux locaux sont préoccupantes. Les groupes communautaires sont surchargés, et les citoyen·nes connaissent peu ou pas les services offerts dans cet espace. Le comité se réunit donc afin de trouver des solutions pour assurer une présence significative de services dans l'Est de la Petite-Patrie, un secteur où l'on retrouve un grand nombre de ménages vulnérables et où les ressources communautaires sont actuellement peu présentes.

Démarche Rôles et responsabilités :
5 rencontres

Au cours de la dernière année, le RTCPP a entrepris une démarche de clarification des rôles et responsabilités de ses instances. Le CLPP a participé activement à ce processus consultatif, qui a mobilisé les tables et leurs représentantes, le conseil d'administration, l'équipe du RTCPP ainsi que ses partenaires, en complément d'un sondage auprès de l'ensemble des membres. Cette démarche a abouti à la rédaction d'un projet de cadre de référence, présenté à l'assemblée générale du RTCPP le 26 février 2026.

Concertations locales

Objectifs: Lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale

Coalition contre la pauvreté : 6 rencontres

La Coalition contre la pauvreté est constituée d'organismes communautaires autonomes dont les interventions ont pour but l'amélioration des conditions de vie des gens. Les actions de la Coalition visent à combattre les préjugés, à dénoncer les inégalités sociales et à sensibiliser l'opinion publique aux causes de la pauvreté.

Dans un contexte où les politiques d'austérité et les coupes dans les services publics alourdissent le travail des organismes communautaires déjà sous-financés, le CLPP a maintenu une présence active au sein de la Coalition au cours de la dernière année :

- Débat dans le cadre des élections fédérales, organisé par la Coalition pour informer la population et interpeller les candidat.e.s sur les enjeux de pauvreté et de justice sociale;
- Débat dans le cadre des élections municipales, dans la même visée de participation citoyenne et de défense des droits;
- Atelier sur le projet de loi C-12, organisé en partenariat avec **la Clinique de justice migrante,** destiné aux intervenant.e.s du quartier afin de les sensibiliser aux impacts de cette loi sur les personnes immigrantes et demandeuses d'asile;
- Action pour la justice sociale avec **la Coalition Main rouge**, dans le cadre de la Journée mondiale pour la justice sociale le 20 février 2026, avec des actions dérangeantes pour dénoncer l'austérité, la privatisation et les dérives antidémocratiques, sous le mot d'ordre **Ça suffit le saccage du filet social!**
- Action dans le cadre de la grève du communautaire — campagne **Communautaire à boutte**, pour dénoncer le sous-financement chronique des organismes, l'augmentation des besoins sur le terrain et la menace à l'autonomie des groupes communautaires face aux politiques d'austérité.

Concertations locales

Objectifs: Lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale

Halte la Ressource: forum sur le logement

« Mères monoparentales en crisse! » : un mouvement en marche

À la suite du forum sur le logement organisé l'an dernier avec une agente de mobilisation Bellechasse et Halte la Ressource, les mères ont poursuivi leur mobilisation pour rendre visibles les réalités vécues à l'intersection du logement, de la monoparentalité et des inégalités de genre. Cette année, elles ont porté leurs revendications dans l'espace public, notamment lors de la marche du 24 avril à Drummondville et par une action d'affichage sauvage dans le quartier. Une mobilisation qui continue de faire entendre une voix trop souvent absente des débats sur le logement.

Foire féministe de la

L'équipe du CLPP a participé à la Foire féministe de La Petite-Patrie avec une activité spécialement conçue pour l'occasion : un jeu géant de serpents et échelles revisité pour illustrer le parcours souvent semé d'embûches des femmes locataires. Les nombreux serpents représentaient les obstacles rencontrés : discrimination, précarité, violence économique et sexuelle, h arcèlement, difficulté à se reloger. Pour accompagner l'activité, nous avons produit un document à la fois ludique, accessible et informatif afin de nourrir les échanges et rappeler que se loger dignement demeure un enjeu féministe.

Opération des fêtes du Centre de ressources et d'action communautaire de La Petite-Patrie (CRACPP)

Notre équipe a participé à l'Opération des fêtes du CRACPP en contribuant aux inscriptions des ménages du quartier admissibles à recevoir un panier festif. Cette initiative vise à soutenir les personnes à faible revenu de La Petite-Patrie durant la période des fêtes en leur offrant des denrées non périssables et des cartes-cadeaux.

Concertation régionale

Objectifs: Défendre les droits sociaux et renforcer les solidarités

Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP)

La TROVEP est une table régionale qui regroupe des organismes communautaires engagés dans la défense collective des droits et l'avancement de la justice sociale. Elle s'inscrit dans le courant de l'éducation populaire autonome et porte un héritage de lutte issu du mouvement populaire.

Au cours de la dernière année, le milieu communautaire a fait face à une série d'attaques autoritaires : coupes dans le financement des organismes, projets de loi menaçant l'autonomie du communautaire et les droits des travailleur.euse.s, et un contexte politique marqué par un recul important des acquis sociaux. Face à cette conjoncture, le CLPP a maintenu une présence active au sein de la TROVEP en participant aux actions collectives de riposte :

- Manifestation intersyndicale du 29 novembre 2025, aux côtés des syndicats et organismes communautaires mobilisés contre les reculs sociaux
- Action dans le cadre de la grève sociale du regroupement des organismes en défense des droits (RODCD) du 4 février, au métro Berri-UQAM;
- Assemblée de mobilisation Attaques autoritaires, riposte populaire! du 26 mars 2026, visant à coordonner la réponse du milieu communautaire face aux offensives gouvernementales
- Mobilisation contre les projets de loi PL7, PL1 et PL13, qui représentent des menaces directes pour les droits des communautés et l'autonomie des organismes

Stabilité du groupe

Objectif: Investir le comité logement Petite-Patrie

Se former et s'outiller

- En partenariat avec le Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal, le CLPP, à travers son implication dans le comité féministe du RCLALQ, a organisé une formation destinée à l'ensemble des membres du RCLALQ sur les violences sexuelles et conjugales en contexte de logement.

- En collaboration avec l'organisme Le Transit, le CLPP a organisé une formation sur l'accueil de la détresse des locataires, rendue accessible à l'ensemble des membres montréalais du RCLALQ.

- Nous avons participé aux ateliers juridiques offertes par le RCLALQ et animés par l'avocat Antoine Morneau Sénéchal;

- Nous avons assisté à la présentation Crises du logement et situation des groupes par Thomas Savy, visant à mieux outiller les groupes du RCLALQ sur les réalités des locataires en région et sur la façon dont la crise du logement y est vécue.

- L'équipe a participé à une formation animée par l'avocat Antoine Morneau-Sénéchal portant sur le nouveau règlement sur les critères de fixation de loyer, entré en vigueur le 1er janvier 2026, afin de mieux outiller l'équipe face aux changements apportés à la méthode de calcul des hausses de loyer au Québec.

Organiser notre travail

Au cours des derniers mois, l'équipe du Comité logement de la Petite-Patrie a bénéficié d'un accompagnement en développement organisationnel avec la Coop Sardines visant à clarifier les rôles et responsabilités, prioriser et améliorer l'organisation interne du travail. Cette première phase a permis d'amorcer une réflexion collective importante sur le fonctionnement de l'équipe, la priorisation du travail et les mécanismes de collaboration. La démarche a également contribué à mettre en lumière certains enjeux liés à la charge de travail, à la transition de certains rôles au sein de l'équipe et à la nécessité de consolider les pratiques de gestion des ressources humaines afin d'assurer la stabilité et la pérennité de l'organisation.

Stabilité du groupe

Objectif: Investir le comité logement Petite-Patrie

Gouvernance et vie associative:

Que ce soit les membres, les bénévoles ou les citoyen·nes du quartier, la mobilisation des personnes autour des enjeux liés au logement est essentielle. Elle permet de créer un rapport de force collectif, de sensibiliser la population, de revendiquer des changements structurels et de défendre le droit fondamental à un logement digne et abordable pour tout·es.

Mobilisation

70 personnes, dont une majorité de membres, ont indiqué leur intérêt pour participer à différentes activités et actions comme bénévoles. Sur ce nombre, nous comptons plus plus de **106 implications bénévoles** soit pour nos activités de tractage et d'affichage lors de la préiode des hausses de loyer, pour la création de pancartes ou pour la participation à des activités collectives telles que la Journée des locataires et la manifestation du 13 septembre contre le projet de règlement sur la nouvelle méthode calcul des hausses de loyer.

Membre

La présence des membres est essentielle pour garantir une démocratie active, où chaque voix compte dans les décisions de notre organisme. De plus, elle renforce notre légitimité et notre pouvoir collectif face aux enjeux liés au droit au logement. En participant, les membres contribuent concrètement à faire avancer les luttes et à bâtir un mouvement fort, enraciné dans la Petite Patrie.
Cette année nous pouvons compter sur **90 membres**,

28 membres étaient présent·es à notre dernière Assemblée générale.

Mission

Objectif: Informer, défendre, représenter

Fondé en 1983, Le Comité logement de la Petite Patrie a pour mandat d'informer, de sensibiliser, de défendre et de représenter les résident.e.s du quartier, prioritairement celles et ceux socioéconomiquement défavorisé·es, sur toutes questions relatives à l'habitation et à l'aménagement urbain. Les deux principaux volets d'action du comité logement sont la défense des droits des locataires et le développement du logement social. Nous favorisons la prise en charge individuelle et collective des personnes et nous soutenons activement les initiatives qui encouragent le regroupement et la solidarité entre locataires.

Nous prêtons une assistance aux personnes aux prises avec des problèmes de logement (augmentation de loyer, présence de vermine, discrimination, mauvais état du logement, bruit, chauffage insuffisant, reprise de logement, etc.). Nous informons les gens sur la loi qui régit les relations entre locataires et propriétaires ainsi que le règlement sur l'entretien et la salubrité des logements de la Ville de Montréal. Nous organisons des campagnes de promotion pour l'obtention de nouvelles unités de logement social afin de répondre aux besoins des mal-logé·es du quartier de La Petite-Patrie.

L'équipe du Comité logement

Les employé·es

Accueil de Sandy

Au mois de janvier, nous avons eu le plaisir d'accueillir de nouveau Sandy au sein de l'équipe du Comité logement. Ayant déjà travaillé avec nous par le passé, cette dernière est revenue afin d'offrir du soutien à la permanence à raison de deux jours par semaine. Son retour constitue un apport précieux pour l'équipe et nous sommes heureux·ses qu'elle poursuive l'aventure avec nous au cours de la prochaine année.

Les employées d'été

Maïna et Anne-Sophie, nos deux employées dans le cadre du programme Emplois d'été Canada, ont travaillé avec nous durant l'été 2025. Elles ont contribué au travail de la permanence du Comité logement, en plus de réaliser de nombreuses visites terrain et de l'affichage dans le quartier afin de faire connaître nos projets de sondage ainsi que notre campagne Mères en crise, menée en collaboration avec Halte la Ressource. Leur implication a grandement soutenu le travail de mobilisation et de visibilité des actions du Comité logement dans le quartier.

Le conseil d'administration : 6 rencontres

Au cours de l'année, nous avons consacré une part importante de notre travail à la révision et à la mise à jour de nos documents internes. Nous avons notamment revu nos règlements, afin de les adapter aux réalités actuelles et de consolider les bases de notre organisme. Nous avons également procédé à la révision de documents clés, dont notre rapport sur les punaises de lit et notre rapport sur la spéculation, afin d'en assurer la pertinence et la rigueur.

Frédéric Monast | **Karine Brunet** | **Julie Bourgon** | **Alain Rouette** | **Benoît Allard** | **François Desroches** | **Rosalie Côté-Tremblay**

La fondatrice du Comité logement

Hommage à Anne Thibault

Le 22 mai 2025, nous nous sommes rassemblé·es pour rendre hommage à Anne Thibault et souligner plus de 45 ans de lutte contre la pauvreté, l'exclusion sociale et pour le droit au logement. Une soirée remplie d'émotions et de reconnaissance envers une femme qui a profondément marqué le quartier et le mouvement communautaire.

Anne n'a pas seulement fondé le Comité logement de la Petite-Patrie : elle a aussi contribué aux débuts du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), fondé la Coalition contre la pauvreté de La Petite-Patrie et le Regroupement des tables de concertation de La Petite-Patrie. Plus récemment, elle a largement contribué à la création du Centre social et communautaire de La Petite-Patrie qui loge dans l'immeuble acquis au 6839 Drolet, après plus d'une décennie de lutte.

Son engagement a également été souligné par un certificat honorifique de la Chambre des communes du Canada remis par Alexandre Boulerice et par la Médaille de l'Assemblée nationale du Québec remise par Gabriel Nadeau-Dubois.

Au-delà des reconnaissances, Anne nous laisse surtout un héritage de luttes, de solidarité et la conviction profonde que les quartiers appartiennent à celles et ceux qui les habitent.

« C'est l'une des plus grandes militantes de l'histoire de La Petite-Patrie et pourtant, elle est d'une immense humilité. Elle a cette habitude, propre aux authentiques militants et militantes, de chercher constamment à s'effacer, pour laisser toute la place aux luttes collectives.Anne fait partie des femmes de l'ombre ayant dédié leur vie à améliorer celle des autres. »

Gabriel Nadeau Dubois

La fondatrice du Comité logement

Remerciements

Nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance envers nos bailleurs de fonds, sans qui la mission du Comité logement de la Petite Patrie ne pourrait être pleinement réalisée. Leur soutien rend possible nos actions de défense des droits des locataires et notre engagement pour un quartier plus juste et solidaire.

Merci à Centraide du Grand Montréal, au Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), à l'Arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie (par le biais d'un financement du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – MESS), à la Ville de Montréal, à la Conférence religieuse canadienne, au programme de Soutien à l'action bénévole du député de Gouin, au programme d'emploi d'été Canada, ainsi qu'à nos membres, qui sont au cœur de notre force collective.

Nous remercions également le Programme d'aide aux organismes communautaires de la Société d'habitation du Québec et la Fondation Trottier pour leur appui dans le cadre de projets ponctuels réalisés cette année.

Grâce à vous, notre travail prend racine et porte ses fruits. Votre présence active renforce notre mission et nourrit notre action collective au quotidien.

Centraide du Grand Montréal

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales Québec

Société d'habitation Québec

Rosemont La Petite-Patrie Montréal

Montréal

FONDATION FAMILIALE TROTTIER FAMILY FOUNDATION

crc CONFÉRENCE RELIGIEUSE CANADIENNE | CANADIAN RELIGIOUS CONFERENCE

Gouvernement du Canada

Pour vous abonner à notre infolettre

→

Pour nous suivre sur Facebook

→

Pour devenir membre

→

UN TOIT • DES VOISINS • UN QUARTIER • MON MONDE

Comité logement
de la Petite Patrie